
DE LA DÉTENTE À L'ENTENTE (1966-1969), DES RELATIONS FRANCO-YOUGOSLAVES RESTAURÉES?

UDC 327(44)(497.1)»1966/1969»
DOI: 10.22182/spm.specijal22022.3
Оригинални научни рад

Sacha Markovic

Paris IV-Sorbonne, ISP de Nanterre

Résumé

L'espoir de tout rapprochement significatif avec Moscou s'étant progressivement éteint et les démocraties populaires n'ayant pas vraiment donné suite aux appels du pied de Paris, la diplomatie française a jeté son dévolu sur Belgrade. Ce mariage de raison, alors que son cœur l'entraînait beaucoup plus vers Varsovie, Bucarest ou Prague, offre au Général le cadre confortable d'une concordance de vue objective entre la France et la Yougoslavie sur de nombreux dossiers internationaux majeurs. La relation franco-yougoslave devient ainsi le grand bénéficiaire, un peu fortuitement, des déconvenues françaises à l'Est, et notamment de l'invasion de la Tchécoslovaquie, de la sensibilité très peu gaullienne de Gomulka et des aspirations très solitaires de Ceausescu. Josip Broz Tito retrouve ainsi grâce aux yeux du héros de la Résistance française, parce que la Fédération yougoslave est le seul pays socialiste avec lequel la France peut finalement réaliser son rêve de détente-entente-coopération. La diplomatie yougoslave voit Belgrade se muer en partenaire privilégié contre toute attente mais en dernière instance l'ambition ultime de

Charles de Gaulle demeure la réconciliation de toutes les nations européennes, de l'Atlantique à l'Oural.

Mots-clés: détente, entente franco-yougoslave, Charles de Gaulle, Tito

INTRODUCTION

Au cours de son voyage triomphal en Union soviétique (20 juin-1^{er} juillet 1966), le général de Gaulle donne à comprendre dans ses conférences de presse que sa politique de détente avec l'Est est couronnée de succès et que l'on peut considérer la guerre froide comme une parenthèse historique désormais refermée. Après avoir « repris son indépendance » et agi « dans le sens du rapprochement continental » par un réchauffement des relations bilatérales avec les démocraties populaires fondé sur la politique des visites et des accords culturels et commerciaux, la France gaullienne, qui vient de réélire le Général, déroule sa stratégie et vise désormais l'entente, voire la coopération. Ce qui paraissait illusoire encore hier brille désormais de l'éclat du pragmatisme, qui permettra de « rétablir l'équilibre pacifique indispensable à l'univers » (De Gaulle 1970: 128). Il peut en outre se targuer d'avoir rallié les Américains à sa stratégie. En effet, le 7 octobre 1966, le président des États-Unis Lyndon B. Johnson a prononcé un discours à New-York qui appelait à la détente entre les deux parties de l'Europe, sans condition préalable, ce qui constituait un changement de cap stratégique complet. Selon Washington, la détente était conditionnée par le règlement global des questions litigieuses entre l'Ouest et l'Est, suivant la doctrine du *linkage*, dont de Gaulle proposait de prendre le contre-pied : la détente comme *conditio sine qua non* de la résolution des dissensions. En décembre 1966, le Conseil atlantique se range à la doctrine gaullienne, ce que l'Union soviétique avait déjà fait lors de la visite du Général, par la déclaration franco-soviétique commune du 19 juin, si l'on excepte la question allemande. L'élection des socio-démocrates en RFA avec l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt en octobre de la même année voit le couple Kiesinger-Brandt évoluer vers l'*Ostpolitik* et pousse Maurice Couve de Murville à se fendre d'un élan d'optimisme teinté de fièreté patriotique : « l'Alliance faisait sienne, après quelques années, la politique de la France » (De Murville 1971: 227). Il est pourtant démenti dès 1967, qui voit la situation internationale se tendre à nouveau avec la Guerre des Six-Jours et celle du Vietnam, le multilatéralisme rendant brutalement sa place au seul dialogue soviéto-américain, après un tout petit tour de piste. En août

1968, Moscou s'empresse de renouer avec ses vieux démons et brise les espoirs de coopération par l'intervention des forces armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. La France elle-même est entravée par deux crises profondes très inopportunes, une crise intérieure globale sociale et sociétale, voire civilisationnelle et morale, qu'on résumera par la formule « mai 68 », et une crise financière du franc. De Gaulle fait alors l'amer expérience des limites de sa doctrine volontariste de politique étrangère.

Cet emballement inattendu vient prendre de cours le changement de cap récent que le nouvel ambassadeur de France à Belgrade, Pierre Francfort, constate dans la doctrine de politique étrangère yougoslave. En poste depuis novembre 1965, il remarque que le titisme revient de ses illusions sur le non alignement et semble vouloir miser davantage sur un rapprochement avec les Européens.¹ Préoccupée par le rapprochement franco-soviétique, Belgrade se demande si Paris ne se contente pas de l'instrumentaliser dans le seul but de réaliser sa politique est-européenne et, au-delà, quelle place réelle le Quai d'Orsay accorde aux petits pays de l'ancienne Petite Entente dans sa stratégie de contestation des blocs et de séduction des « Russes ». Les affres de ce questionnement rappellent de douloureux souvenirs aux témoins des heures noires de la montée des périls dans les années 1930, comme l'est Tito. Pierre Francfort et le corps diplomatique français à Belgrade considèrent en 1966 que la France devrait accorder une place de choix à la Yougoslavie sur l'échiquier complexe de sa stratégie de rapprochement, d'entente et de coopération avec l'Est.² La crise majeure que traverse le Proche-Orient en 1967 et l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 vont contribuer à dépasser certaines réticences et lever certaines hésitations, sans compter le rôle très favorable joué par les affinités personnelles entre le nouveau secrétaire d'État yougoslave aux Affaires étrangères, Marko Nikezić, et Maurice Couve de Murville.

LA POURSUITE DE LA POLITIQUE DES VISITES MINISTÉRIELLES

En 1966, le ministre français des Affaires étrangères réalise une vaste tournée est-européenne dont la Yougoslavie est la dernière étape, comme un point d'orgue – aimeraient le croire les Yougoslaves.³ Maurice

1 Archives des Ministère des Affaires étrangères – La Courneuve, Paris [MAE], Série : *Direction politique Europe (1966-1970)*, sous-série : *Yougoslavie (1966-1970)*, vol. 2707, télégramme de Belgrade de mars 1966 sur la politique extérieure yougoslave.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.* Avant même l'arrivée du ministre français des Affaires étrangères à Belgrade, l'agence *Tanjug* avait souligné avec enthousiasme que les discussions franco-yougoslaves dépasseraient

Couve de Murville s'attarde à Belgrade entre le 11 et le 14 septembre, y rencontrant le maréchal Tito, Koča Popović devenu vice-président de la Fédération, Marko Nikezić et le président du Conseil exécutif (chef du gouvernement) de Croatie Mika Špiljak. Comme dans toutes les autres capitales est-européennes, à l'exception de Tirana et de Berlin-Est, il continue, tel un pèlerin infatigable, à exposer la vision gaullienne de la détente et de la coopération. Il est accompagné pour cela par le directeur des Affaires politiques (du Quai) Jacques Beaumarchais, le directeur de cabinet (du MAE) Bruno de Leusse, le directeur du département *Europe* (du Quai), le directeur du service de presse et d'information (du Quai) Roger Vaurs et le sous-directeur de la section *Europe orientale*. Il était évident, aux yeux des diplomates français en poste à Belgrade, que le régime titiste allait ouvertement appeler à l'ouverture de consultations régulières entre les deux gouvernements pour sceller une collaboration politique plus étroite.⁴ Couve de Murville leur donne entière satisfaction dès son arrivée à l'aéroport de Surčin en soulignant que les entretiens à venir ne manqueront pas de donner une envergure nouvelle aux relations bilatérales de nos pays dans les domaines de « l'économie, de la culture, des sciences et de la politique ». Il révèle ainsi d'emblée que la diplomatie française envisage dorénavant d'ouvrir avec Belgrade la phase de collaboration politique.

La première séance de travail voit le ministre français assurer à son homologue yougoslave que l'identité de vue est complète sur la plupart des questions européennes et internationales. Bien conscient des inquiétudes yougoslaves face à la puissance naissante du Marché commun, Couve de Murville s'empresse de préciser que les Six avaient surtout pour vocation d'équilibrer les forces et d'apaiser les tensions au sein du continent, sans hostilité aucune à l'égard des pays qui n'en sont pas membres, selon les diplomates.⁵ Même la question allemande, historiquement plus délicate, fait apparaître la proximité des positions françaises et yougoslaves. Pour les deux ministres désormais, son règlement n'est envisageable que dans le cadre de la détente. Cette approche commune est le fruit d'une évolution récente des dirigeants yougoslaves dans la perception de cette éternelle pomme de discorde. Les services du Quai d'Orsay mettent au jour ce changement considérable dès

le cadre de simples relations bilatérales économiques et culturelles pour embrasser les problèmes de sécurité et de coopération européennes, la guerre du Vietnam, les relations Est-Ouest et la coopération économique internationale, au grand étonnement de l'ambassadeur. Selon la presse yougoslave, la convergence des politiques étrangères des deux pays devrait offrir les conditions « d'une coopération fructueuse au service du maintien de la paix dans le monde ».

4 *Ibid.*

5 MAE, *op. cit.*, vol. 2707, note de Belgrade du 27 décembre 1966.

le mois de mars 1966, à la lumière de la réponse de Belgrade à la « note de paix allemande ». La diplomatie yougoslave révèle dans cette lettre qu'elle considère dorénavant la détente européenne comme la condition du règlement de la « question allemande » et qu'elle aspire à normaliser ses relations avec l'ensemble des États européens, y compris avec Bonn.⁶ Cela n'empêche pas Nikezić, lors de ces entretiens, de se plaindre auprès du ministre français de l'attitude dédaigneuse de la RFA au sujet des indemnisations des victimes yougoslaves du nazisme. Par ailleurs, dans la droite ligne des précédents entretiens ministériels franco-yougoslaves, on s'accorde sur le fait que les frontières des deux Allemagne ne doivent en aucune façon être remises en cause par le traitement du problème allemand, comme d'ailleurs le fait que la RFA ne doit pas détenir l'arme atomique ou nucléaire. Cette évolution improbable des positions yougoslaves sur la question allemande est attribuée par les diplomates français en poste à Belgrade à la position très inconfortable du régime titiste à l'égard des États-Unis, qui lui fournissent une aide considérable en blé. Ce qui explique aussi que les Yougoslaves, contrairement aux Français, ne peuvent ouvertement critiquer la politique américaine au Vietnam.⁷ Couve de Murville considère que Belgrade est revenue à plus de mesure et de raison parce qu'elle avait compris combien elle avait surestimé son *leadership* auprès des non alignés, alors qu'à l'inverse elle pouvait devenir le grand bénéficiaire d'une véritable politique d'ouverture vers l'Est en se rangeant aux conceptions françaises de la détente (De Murville 1971:218). Cette arrogance hautaine, probablement perceptible lors des entretiens, explique sans doute que les Yougoslaves, malgré toute la concordance de vue avec Paris, ne pouvaient pas apprécier le peu de cas que la France faisait des petits pays dans le règlement des grandes questions internationales et, notamment, dans le maintien de la paix mondiale, selon l'ambassadeur de France.⁸ Le non alignement n'était pas qu'une posture opportuniste à Belgrade et la guerre patriotique avait sans doute légué aux Yougoslaves un nationalisme sourcilieux, comme les siècles de joug ottoman ou habsbourgeois leur laissaient en héritage une certaine sensibilité à la question coloniale, en dépit de la modération et du réalisme que Couve de Murville appréciait tant chez Marko Nikezić, par ailleurs francophone et francophile. On peut néanmoins parler d'un véritable tournant, ou mieux encore d'un franchissement de palier dans

6 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, fiche sur la réponse yougoslave à la « note de paix » allemande du 25 mars 1966.

7 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 22 septembre 1966.

8 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 22 septembre 1966.

les relations franco-yougoslaves, qui sera confirmé lors de la visite du secrétaire d'État yougoslave à Paris.

À la veille de la visite à Paris du secrétaire d'État yougoslave aux Affaires étrangères, le Quai d'Orsay considère la Yougoslavie comme le pays dont les orientations de politique étrangère sont « les plus proches de celles du gouvernement français ».⁹ Seule la Roumanie avait alors ce privilège. Les autorités yougoslaves partagent avec Paris la même conception de la détente européenne depuis 1965. Contrairement aux autres capitales socialistes, Belgrade ne considère plus en effet l'Allemagne fédérale comme une menace sérieuse pour sa sécurité propre, selon les diplomates français.¹⁰ Elle a cessé de réclamer la signature d'un traité de paix avec ce pays, qu'elle n'appréhende plus comme la *conditio sine qua non* d'un retour à la paix en Europe. Les dirigeants yougoslaves concèdent même en privé que la politique du tandem Kiesinger-Brandt contribue à faciliter l'évolution vers la détente en Europe et, de ce fait, permet à Belgrade d'envisager une reprise des relations diplomatiques avec la RFA. Même si les prétentions de Tito quant à son importance dans l'équation tiers-mondiste et même européenne, pourtant largement dominées par les seules variables américaine et soviétique, n'en finit pas d'exaspérer le Quai, les réticences françaises à l'égard des positions yougoslaves semblent s'apaiser, notamment grâce au savoir-faire très apprécié du diplomate de métier qu'est Marko Nikezić.¹¹ Aux yeux des diplomates français, les Yougoslaves se détournent du non alignement et se réorientent vers les enjeux européens, non seulement parce que le premier a montré toutes ses limites en termes de pouvoir d'influence dans la guerre du Vietnam et le conflit israélo-palestinien, mais aussi parce qu'ils espèrent s'imposer comme le pont incontournable entre l'Est et l'Ouest sur le Vieux Continent. Dans les coulisses du pouvoir belgradois, on reconnaîtrait qu'il serait *a minima* souhaitable d'être associé au processus gaullien. Alors que le rideau de fer a marginalisé la Yougoslavie en la réduisant à une sorte de curiosité d'une singularité sans intérêt ni stratégique ni géopolitique, on estimerait que la détente pourrait lui permettre de revenir dans le jeu européen, depuis les limbes balkaniques.¹²

C'est dans ce contexte favorable que Marko Nikezić atterrit sur le sol français le 14 septembre 1967 pour une visite très fructueuse de

9 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 9 juillet 1967.

10 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 4 octobre 1967.

11 MAE, *op. cit.*, vol. 2707, note de la direction Europe du 28 mars 1966 ; MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note du 15 juin 1967 ; MAE, *op. cit.*, vol. 2707, télégramme de Belgrade du 11 décembre 1967.

12 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 4 octobre 1967.

trois jours, qui ouvrira la voie aux premières véritables consultations politiques franco-yougoslaves dès la fin février-début mars 1968, sur les questions du désarmement et de la sécurité européenne, le problème allemand et le conflit israélo-arabe. Alors que la tension internationale née de la guerre des Six-Jours a remisé la détente européenne au second plan, ces entretiens sont l'occasion pour Couve de Murville d'apaiser le dépit et l'incompréhension des Yougoslaves face au voyage du général de Gaulle en Pologne en septembre 1967, qu'il explique par la nécessité de relancer le processus. Cette préférence accordée à Varsovie n'était pas du goût de Belgrade et gâchait une lune de miel à peine entamée, au moment où l'on se découvrait une complicité nouvelle. Si la concertation politique franco-yougoslave qui s'est tissée lors de cette nouvelle crise du Proche-Orient a admirablement illustré l'entente entre Paris et Belgrade, l'horizon de la coopération pleine et entière entre les deux capitales est assombri par les doutes qui viennent assaillir les élans gaullistes des dirigeants yougoslaves. La Yougoslavie n'est-elle pour la France qu'un simple pion, au mieux un marche-pied vers l'Est, comme sembleront le montrer les pudeurs gaulliennes face à l'éventualité d'une visite à Belgrade ? Un sentiment doux-amer naîtra inexorablement de ce dépit amoureux à double détente : après l'euphorie et l'enthousiasme, la douche froide. Revenons sur ces deux temps de la respiration franco-yougoslave.

LORSQUE PARIS ET BELGRADE FILAIENT LE PARFAIT AMOUR...

La nouvelle crise proche-orientale née de la guerre des Six-Jours sera en effet l'occasion d'une étroite concertation entre Français et Yougoslaves. Lors du dernier séjour du chef de la diplomatie yougoslave en France, les discussions seront d'ailleurs dominées par ces questions.

Dès les prodromes de cette crise, la France tente d'adopter une position équilibrée : « Si Israël est attaqué, nous ne le laisserons pas être détruit, mais [s'il] attaqu[e], nous condamnerons [son] initiative » (De Gaulle 1970:235), déclare de Gaulle, alors que Nasser décide le 18 mai 1967 de bloquer le détroit de Tiran, voie d'accès principale d'Israël à la mer Rouge, après avoir obtenu du secrétaire général des Nations unies le retrait de l'ONU de l'entrée du golfe d'Akaba, et que les Arabes mettent leurs troupes sous commandement unifié. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, la diplomatie gaullienne a entrepris de se réconcilier avec le monde arabe et de renouer les liens traditionnels qui unissaient la France mandataire de la SDN au Proche et au Moyen-Orient. Liée à l'État hébreu par des relations harmonieuses établies sous

la IV^e République, la République française lui fournissait du matériel militaire de haut niveau et signait un nouvel accord pour la livraison de Mirages 5 à la veille du conflit. Paris devait donc impérativement rééquilibrer son action diplomatique pour espérer jouer, le cas échéant, un rôle d'arbitre dans la région. Le Général veut absolument éviter une guerre israélienne préventive qui donnerait aux Soviétiques le prétexte rêvé pour prendre pied dans la région, alors même qu'Israël n'est pas à ce point menacé, tant sa supériorité militaire est écrasante. En mai 1967, le chef de l'État français propose une conférence quadripartite pour régler cette crise, d'autant qu'il craint un embrasement de la question palestinienne et corrélativement du nationalisme arabe, avec le risque que ce dernier mesure pleinement la portée de l'arme pétrolière. Elle est acceptée par Washington mais refusée par Moscou. Le déclare le 2 juin de la même année que « [La France] considère que chacun de ces États a le droit de vivre. Mais elle estime que le pire serait l'ouverture d'hostilités. En conséquence, l'État qui le premier, et où que ce soit, emploierait les armes n'aurait ni son approbation ni son appui, à plus forte raison » (Lacouture 1986: 235). En toute cohérence, de Gaulle ne peut que condamner l'attaque israélienne déclenchée le 5 juin 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, décrétant un embargo sur les livraisons d'armes au Proche et au Moyen-Orient, qui frappe bien plus sévèrement l'État hébreu que les pays arabes (Debré 1993: 282). Comme le montre le message qu'il adresse à Kossyguine le 5 juin 1967, il s'agissait, selon lui, de revendiquer la place qui revenait de droit à la nation conceptrice de la détente dans un nouveau directoire à quatre, au lieu de trois (De Gaulle 1986: 111). Le 22 novembre 1967, la France vote la résolution 242, qui condamne Israël et demande l'évacuation des territoires occupés. Cette crise du Proche-Orient offre ainsi à Charles de Gaulle l'occasion de mettre en pratique la contestation du système des blocs et la promotion de la coopération internationale, et même du multilatéralisme, au service du maintien de la paix dans cette région (Vaïsse 1998: 640). Il parvient ainsi à promouvoir par la pratique sa politique d'équilibre au statut de doctrine universelle.

La grille de lecture des autorités yougoslaves, quant à elles, n'a rien de surprenant. Elles considèrent que toute question qui touche au Proche-Orient riverain de la Méditerranée intéresse par nature la sécurité européenne et notamment balkanique. En outre, le leader du non alignement ne peut accepter que les différends israélo-arabes soient réglés par les seules superpuissances. Enfin, la diplomatie yougoslave a toujours considéré qu'il fallait respecter le primat absolu de l'ONU dans le règlement des litiges et conflits internationaux, l'Assemblée

générale des Nations unies étant la seule instance à détenir la légitimité suffisante pour garantir le droit international et éviter que le club très fermé des grandes puissances régent les relations internationales et dise le droit. Le maréchal Tito prend ainsi l'initiative d'un vaste plan de paix, au lendemain de son voyage d'août 1967 dans les pays arabes de la région. Le « plan Tito » est communiqué aux chefs d'État des quatre grandes puissances et à de nombreux pays tiers-mondistes, message qui est donné en main propre au général de Gaulle lors de la visite de Nikezić en septembre 1967.¹³ Le chef d'État yougoslave propose un plan en cinq points :

- retrait de toutes les troupes israéliennes des territoires occupés après le 4 juin, sous le contrôle de l'ONU ;
- garantie de la sécurité (inviolabilité) des frontières et de l'intégrité territoriale de tous les États de la région par le Conseil de sécurité ou au moins par les quatre grandes puissances (États-Unis, URSS, France, Royaume-Uni, à l'instar de la conférence quadripartite gaullienne) ;
- garantie de la liberté de navigation par le détroit de Tiran pour tous les navires, en attendant la décision de la Cour internationale de justice, et retour à la situation d'avant le 5 juin pour la navigation empruntant le canal de Suez ;
- une fois ces quatre premiers points appliqués, mise en place par le Conseil de sécurité de négociations réunissant toutes les parties prenantes du conflit en vue du règlement des principales questions en souffrance dans la région : problème des réfugiés palestiniens, reconnaissance de l'État d'Israël par les pays arabes, circulation des navires battant pavillon israélien par le canal de Suez.

Belgrade est essentiellement mue par la volonté de pousser progressivement les États arabes de la région à reconnaître l'État hébreu, en échange de la rétrocession des territoires occupés et de la reconnaissance des frontières antérieures au 5 juin 1967. La diplomatie yougoslave insiste par ailleurs sur la nécessité primordiale de trouver des solutions politiques qui, de surcroît, n'humilient pas les nations arabes et ne soient pas interprétées par elles comme une capitulation en rase campagne. Il y va de son prestige, de son rayonnement et de sa crédibilité de leader du non alignement auprès de tous ses alliés afro-asiatiques, mais aussi auprès de la France dans la perspective d'une coopération étroite, aussi bien dans le cadre de la détente européenne que dans celui d'une politique commune au sein du tiers-monde, selon les diplomates

13 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, dossier voyage de Nikezić en France, septembre 1967.

français.¹⁴ Pour obtenir ce résultat, Tito décide de se rallier à la pression soviétique sur Tel Aviv et s'associe à la rédaction d'un communiqué par la Conférence des chefs d'État et des partis communistes des démocraties populaires condamnant l'« agression » israélienne et menaçant l'État hébreux de sanctions économiques. La diplomatie yougoslave mène parallèlement à l'ONU une offensive énergique pour obtenir l'adoption d'une résolution qui exige le retrait des troupes israéliennes. Aux yeux du Quai d'Orsay, l'intransigeance des partenaires de Tito et l'échec consécutif de ses initiatives n'ont fait que compromettre encore davantage sa crédibilité internationale, ce qui l'a conduit à se montrer plus ouvert et flexible à l'égard de l'État hébreux et de ses arguments.¹⁵

C'est Charles de Gaulle lui-même qui tire de cette proximité de vue entre les Français et les Yougoslaves les conclusions qui s'imposent par sa réponse très chaleureuse au message de Tito, datée du 6 septembre 1967, dans laquelle il qualifie les positions des deux gouvernements sur la question du Proche-Orient de très semblables et inspirées par « les mêmes motifs, à savoir notre souci de la paix générale » (De Gaulle 1986: 130–131). Dans cette missive, il juge les démarches yougoslaves d'« utiles pour contribuer à l'ouverture de négociations et entretenir la discussion », même s'il reste très sceptique quant aux chances de voir ce conflit aux racines historiques très profondes se résoudre à brève échéance. Il conclut en soulignant que les contacts bilatéraux entre les deux pays étaient « du plus grand prix », appelant à leur poursuite dans l'avenir. Ce qui est réalisé dès la visite à Paris du secrétaire d'État yougoslave aux Affaires étrangères, une semaine plus tard. Notons que ce document révèle l'évolution du point de vue du Général vers les positions traditionnelles de la diplomatie titiste, au moment même où Tito se montre plus conciliant à l'égard de l'État hébreux, par la force des choses. Le chef d'État français y exprime en effet toute son exaspération face à l'attitude « impérialiste » des responsables israéliens (Vaïsse 1998: 465).

Lors des entretiens de Paris, Maurice Couve de Murville et Marko Nikezić s'accordent sur le fait que la nouvelle crise israélo-palestinienne ne peut se régler sur la base du fait accompli militaire et qu'il faut amener les Israéliens à adopter une attitude moins arrogante, pour convaincre les Arabes de reconnaître l'État hébreux.¹⁶ Dans ces conditions, l'intervention des superpuissances semble inéluctable pour forcer la main des parties prenantes, même si les Arabes semblent vouloir

14 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 6 septembre 1967 et fiche sur le voyage de Marko Nikezić en France.

15 *Ibid.*

16 Archives nationales France, Série : *Présidence de la 1^{re} République*, sous-série : *Yougoslavie*, compte rendu des entretiens Couve de Murville-Nikezić.

se montrer plus réalistes. Cela reviendrait à reconnaître l'impuissance de Paris et de Belgrade face aux deux Grands. Le chef de la diplomatie yougoslave prend alors bien soin de décliner avec nuance la position très subtile de son pays. La Yougoslavie souhaite éviter une généralisation du conflit. Elle ne nourrit aucune illusion sur la possibilité que son plan soit adopté par les belligérants et cette démarche ne vise pas davantage à placer Belgrade dans la position de médiateur ou d'entremetteur entre Paris et les intéressés, d'autant qu'il est de notoriété publique que Tito soutient sans ambiguïté les régimes arabes et ce depuis la crise de Suez au moins. Son gouvernement a pour seule ambition d'éviter une radicalisation des positions et le pourrissement de la situation et pour ce faire il est soucieux de ménager les conditions du dialogue et de la négociation. C'est la *conditio sine qua non* pour que les Grands ne reprennent pas la main et ne s'arrogent le droit et le pouvoir de régler seuls la question par un dialogue américano-soviétique exclusif qui imposerait la solution politique de leur choix. Aux yeux des Yougoslaves, ce rôle est dévolu à l'Assemblée générale des Nations unies, la seule instance internationale légitime et habilitée à imposer une décision juridiquement et politiquement acceptable, puisque c'est un lieu de rencontre et de débat de toutes les nations, et notamment de l'ensemble de celles qui sont intéressées au conflit. Lors de leur entretien direct en français, Charles de Gaulle renouvelle son soutien au « plan Tito » auprès de Nikezić et lui assure que Paris se concertera avec Belgrade pour obtenir de l'Assemblée générale ordinaire de l'ONU qu'elle vote une résolution qui s'approche des positions communes des deux capitales, laissant le diplomate serbe sceptique et perplexe, malgré sa conviction morale de « faire une bonne action » et de rester fidèle au refus commun de toute politique de force, au profit d'un règlement pacifique des conflits.

Le réalisme diplomatique du Yougoslave se trouve confirmé très rapidement. Face à l'impasse créée par la puissance du traumatisme de la défaite chez les Arabes et la volonté de victoire totale inflexible chez les Israéliens, le tête-à-tête américano-soviétique s'impose de lui-même comme la seule option à même de faire évoluer les positions des intéressés. Les États-Unis et l'URSS se retrouvent à Glassboro le 23 juin 1967 pour discuter d'une démarche commune dans le cadre de cette crise proche-orientale, afin de ne pas être entraînés dans un processus de retour à des fonctionnements de guerre froide. Au-delà de la spécificité de ce cas, Washington et Moscou souhaitent mettre au point une véritable procédure, une sorte de *modus operandi* qui pourrait servir dans toutes les crises à venir, où le dialogue entre les deux superpuissances réglerait les affaires internationales, en lieu et

place de l'ONU et au mépris du droit international comme des principes de non ingérence et de souveraineté nationale. Il est donc clair que ni les Américains ni les Soviétiques ne souhaitent accorder à la France un rôle politique international de premier plan et que Moscou n'accorde d'importance qu'aux sommets entre superpuissances, invalidant du même coup toute la démarche gaullienne couronnée par le voyage du Général en URSS en juin 1966. L'affaire proche-orientale ne sera pas le levier de l'édification tant souhaitée d'un front commun franco-soviétique et l'intransigeance des pays arabes sera le tombeau des rêves de grandeur de Tito. La bipolarité sort renforcée de cet épisode et condamne le paradigme multipolaire à de longues décennies de relégation. Il n'en demeure pas moins que le 22 novembre 1967, l'Assemblée générale des Nations unies vote sur proposition britannique la résolution 242, qui s'inspire d'un projet présenté par les pays non alignés, auxquels la délégation française s'est jointe. Ce document, reprenant certaines idées du « plan Tito », constitue donc objectivement une forme de réussite de la coopération politique franco-yougoslave, même si elle se réduit au rôle d'*opinion maker* et d'influenceur des Grands. Conseiller des « princes » n'est pas exactement le cheval de bataille flamboyant qu'imaginaient chevaucher de Gaulle et Tito mais le plus déçu des deux reste sans doute le Général, qui imaginait une paix fondée sur le concert des grandes puissances, au nombre desquelles il comptait bien évidemment la France, alors que le Maréchal en avait pris son parti, en tant que dirigeant d'un petit pays qui pouvait au mieux espérer faire avancer l'idée de communauté décisionnaire d'États souverains, indépendants et égaux en droit. Ce demi-succès du non alignement jetait une lumière crue sur le déclassement de la France et ravalait les relations franco-yougoslaves à leur juste mesure bilatérale. Doit-on y voir une déception à l'origine d'un amour resté platonique ?

CHARLES DE GAULLE OU L'IMPOSSIBLE VOYAGE D'ULYSSE À BELGRADE

Quoi qu'il en soit, le Général ne s'est jamais rendu dans la Ville blanche. Il n'a pas répondu à la première invitation que lui a adressée Tito par voie de presse en 1964, alors que le Maréchal avait effectué un voyage officiel en France en mai 1956. Ce n'est qu'en septembre 1967 qu'il en accepte le principe, même s'il concède dès juillet 1962 qu'il est devenu impossible d'ignorer le maître de Belgrade.

Comme on le sait trop bien, le drame algérien a considérablement contribué à gêner les relations entre les deux pays mais, selon Alain

Peyrefitte, c'est le souvenir de l'exécution du colonel Draža Mihailović en juin 1946 qui restait pour de Gaulle un « assassinat », injuste et sans fondement juridique, alors que le chef de la Résistance française lui avait décerné en février 1943 la décoration de l'Ordre des Forces françaises libres pour avoir sans doute « causé la perte d'Hitler » en faisant perdre « deux ou trois mois à la Wehrmacht au printemps 1941 » dans les Balkans, la condamnant ainsi à affronter l'hiver russe qu'elle voulait absolument éviter (Peyrefitte 1994: 210). Sans oublier qu'à Londres le Général a tissé des liens étroits avec le gouvernement du Royaume de Yougoslavie en exil, et notamment avec le jeune roi Pierre II, pour lequel il a conçu une profonde affection : « (...) le roi Pierre II de Yougoslavie n'a jamais cessé de se comporter en ami fidèle et résolu de la France, depuis le jour où, en 1941, il a levé l'étendard de l'indépendance contre les envahisseurs allemands et italiens, jusqu'à l'instant où, en 1945, l'ennemi a capitulé. Pendant ces années, j'ai moi-même considéré ce jeune roi comme un compagnon dans la lutte menée en commun, en dépit de toutes les épreuves de sa patrie déchirée » (De Gaulle 1986: 180). Il est évident en outre que Charles de Gaulle n'apprécie nullement le communiste autoritaire qui imposait une dictature marxiste-léniniste à son pays. Selon les dires de Pierre Maillard, l'un des conseillers diplomatiques du Général entre novembre 1959 et avril 1964, ce dernier aurait déclaré en 1964 en sa présence, lors d'un dîner à l'Élysée, qu'il ne rencontrerait jamais Tito (Maillard 1995: 257).

La raison d'État a certainement prévalu et présidé aux meilleurs dispositions de Charles de Gaulle à l'endroit de Josip Broz à partir de 1967, donnant lieu à un échange de lettres personnelles, dans le cadre de l'intensification de la « politique des visites » et de la coopération politique internationale engagée sur le dossier israélo-palestinien. Le chef de l'État français aurait accepté l'idée de se rendre en Yougoslavie en septembre 1967, sans pour autant donner une date précise, « quand les conditions le permettront » aurait-il dit, et il aurait déclaré en février 1969 au deuxième secrétaire de l'ambassade de Yougoslavie à Paris, en présence d'un agent de la sous-direction Europe orientale, qu'il serait « heureux de rencontrer le maréchal Tito ». ¹⁷ Le départ volontaire du Général en avril 1969, à la suite du désaveu référendaire, réduisit à néant l'attente éperdue de Pénélope. La blessure narcissique fut d'autant plus cuisante que de Gaulle s'était rendu en URSS en juin 1966, en Pologne en septembre 1967 et en Roumanie en mai 1968. L'ambassadeur de France à Belgrade témoigne du dépit douloureux et de l'incompréhension infinie des autorités yougoslaves face à ce choix proprement incompréhensible à

17 MAE, *op. cit.*, vol. 2717, note de la direction Europe du 2 février 1969.

leurs yeux, à un moment où la convergence de vue entre Paris et Belgrade était à son zénith.¹⁸ La France semblait sacrifier son plus fidèle allié à l'Est au profit du rapprochement opportuniste avec l'Union soviétique, comme elle l'avait fait avec l'Italie dans l'entre-deux-guerres.

La diplomatie française considère en effet Moscou comme la pierre angulaire de la détente et de la sécurité européenne, notamment parce qu'elle est la clef de la solution à la question allemande. La Yougoslavie reste bien sûr un élément de cette stratégie globale mais elle n'en est pas la condition nécessaire. Le « voyage de Russie » devait ramener les Soviétiques sur le chemin de la doctrine gaullienne du multilatéralisme. Les séjours de Pologne et de Roumanie étaient censés réchauffer, du moins assouplir, les relations entre les démocraties populaires et la RFA (De Gaulle 1970: 206). Le concept politique « de l'Atlantique à l'Oural » se devait de passer par Varsovie et Bucarest, au moment où les aspirations de ces pays à l'indépendance nationale rappelaient la diplomatie gaullienne à ses devoirs de solidarité européenne. On se rappelle notamment du discours improvisé du Général à Gdansk le 11 septembre 1967, dans lequel il appelle à la souveraineté retrouvée de la Pologne éternelle et à sa vocation nouvelle au service de l'avenir de l'Europe, discours accueilli très froidement par Gomulka (Lacouture 1986: 540–541). La Roumanie, quant à elle, avait su se distinguer en adoptant une posture très équilibrée dans l'affrontement sino-soviétique, en reconnaissant l'Allemagne fédérale en janvier 1967 et en se tenant à une position neutre lors de la guerre des Six-Jours. À l'occasion de cette visite, Charles de Gaulle a expliqué « l'importance que pourraient avoir les satellites pour contrecarrer la division du monde en deux blocs », et notamment la Roumanie, qui « a su reprendre, non sans mérite, [sa] liberté d'action dans les domaines économiques et politiques » (Stolojan 1991: 127–135). La Yougoslavie était déjà souveraine et indépendante depuis la rupture Tito-Staline de juin 1948 et avait surtout le mérite, aux yeux des diplomates français, de constituer pour les autres démocraties populaires un modèle alternatif, une source d'inspiration, un *exemplum*. La diplomatie française lui était reconnaissante d'exister simplement, d'être là comme un possible concret. Et peut-être était-ce tout ce que Paris attendait de Belgrade, le seul intérêt qu'elle lui reconnaissait. Le Quai d'Orsay estimait que les efforts de rapprochement français devaient surtout porter sur les pays satellites de l'URSS, afin de déliter progressivement par le *soft power* gaullien l'unité monolithique du bloc soviétique et amener ainsi Moscou à reconsidérer sa préférence exclusive pour les relations bilatérales entre

18 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 9 juillet 1967 et télégramme de Belgrade du 7 mars 1968.

superpuissances, alors que l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » renaîtrait de ses cendres tel un Phénix purifiant ses ailes fabuleuses de la boue des deux guerres mondiales.

Comme un vieux couple meurtri et désabusé par ses escapades adultérines infructueuses, Paris et Belgrade font briller une dernière fois leur alliance des feux crépusculaires de la tendre complicité d'une union déjà éprouvée par cinquante ans de vie commune. L'affaire tchécoslovaque, en effet, offre un second aux relations franco-yougoslaves, alors que la détente gaullienne a subi coup sur coup deux échecs cinglants au Proche-Orient et en Europe de l'Est, et que Tito mesure avec amertume l'impuissance et la vacuité du non alignement.

DE LA CRISE TCHÉCOSLOVAQUE À LA VISITE DE MIKA ŠPILJAK : LES NOCES D'OR D'UN COUPLE IMPROBABLE

Depuis 1967, Paris a cessé d'être l'interlocuteur privilégié de Moscou à l'Ouest. Si l'Union soviétique a retenu le principe de la détente, c'est avec les États-Unis exclusivement qu'elle envisage de discuter des grandes questions internationales. La guerre des Six-Jours et la reprise des négociations sur le désarmement ont souligné le fossé abyssal que la Seconde Guerre mondiale avait fini de creuser entre les deux Grands et le reste du monde. Le dessein gaullien se brise en outre sur la fidélité des démocraties populaires à la tutelle soviétique. Cette soumission pérenne n'est pas entamée par la multiplication des visites et des contacts. L'écrasement du « Printemps de Prague » mettra un terme définitif à l'illusion de l'entente et soulignera cruellement la fragilité humiliante des relations bilatérales entre Paris et Moscou. Cette manifestation de la réalité incontournable des blocs offrira néanmoins à la France l'occasion de mesurer une nouvelle fois la concordance manifeste entre ses positions internationales et celles de la Fédération yougoslave.

Dans la nuit du 20 au 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie (celles de la Roumanie exceptées) envahissent le territoire tchécoslovaque pour écraser le « Printemps de Prague », anéantir la menace que constituait le « socialisme à visage humain » et contrarier le rapprochement aux airs de Petite Entente ressuscitée que Prague, Bucarest et Belgrade tissaient par le biais d'une politique des visites très active. Les principaux leaders du mouvement et certains dirigeants tchécoslovaques sont arrêtés mais les Soviétiques hésitent à pousser leur avantage et maintiennent au pouvoir la plupart des responsables politiques. Les accords de Moscou du 26 août temporisent et repoussent à une date ultérieure le changement de pouvoir

et la restauration politique. L'accord du 16 octobre sur le stationnement temporaire des troupes du Pacte en Tchécoslovaquie et la nomination par les Soviétiques de Gustav Husak au poste de premier secrétaire du PCT soulignent la mise au pas de Prague. Il était clair que l'héritage de Yalta, la politique des blocs et la jalouse préservation de leur chasse gardée par les Grands n'avaient en aucune façon été même effleurés par l'ingrate campagne de détente franco-yougoslave, comme le laisse entendre lucidement le communiqué du Conseil des ministres de la République, rédigé par le Général lui-même, le ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville et le Premier ministre Michel Debré, à Colombey le 21 août (Lacouture 1986: 548). La France ne peut que déplorer avec la plus totale impuissance que cette violation du droit du peuple ami tchécoslovaque à disposer de lui-même contrarie en outre la détente européenne. Après la rencontre de Glassboro et le traité de non prolifération nucléaire, Moscou s'était cyniquement contenté de prévenir Paris de l'imminence de son intervention, pour honorer l'esprit des accords franco-soviétiques de 1966 (Vaïsse 1998: 445), mise en garde superflue puisque l'ambassadeur de France à Moscou avait informé son gouvernement de ce risque dès la fin juillet et que le Général présentait de toute façon l'issue fatale, déclarant presque au même moment, en juillet 1968 : « (...) c'est beau. Mais ils vont trop vite et trop loin. Les Russes vont intervenir, alors, comme toujours, les Tchèques renonceront à se battre et la nuit tombera sur Prague » (Lacouture 1986: 547). Dans la nuit du 22 au 23 août, la délégation française à l'ONU vote le projet de résolution qui condamne l'intervention armée du Pacte de Varsovie et l'invasion de la Tchécoslovaquie mais ce dernier est écarté par le Conseil de sécurité, l'URSS usant de son droit de veto. La France assure alors le minimum diplomatique qu'exige la décence, mais en livrant un message pour le moins ambivalent. Le secrétaire général du Quai d'Orsay transmet en effet à l'ambassadeur de Russie à Paris ses critiques les plus fermes à l'encontre de la politique des blocs menée par Moscou, le 24, appelant au retrait des troupes du Pacte, et la Présidence répond au discours de Zorine en condamnant l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures tchécoslovaques et en réprouvant le non respect de l'indépendance nationale d'un État souverain, qualifiant les arguments soviétiques d'infondés (Lacouture 1986: 548; Vaïsse 1998: 446). Toutefois, contrepoint diplomatique cyniquement réaliste ou faiblesse lucidement assumée (?), la diplomatie française ne ferme pas la porte au « développement des rapports d'amitié et de coopération avec la Russie » (De Gaulle 1986: 238–239). Machiavel eût certainement approuvé cette chance laissée au champ des possibles ! Les Yougoslaves pouvaient y voir

une triste consolation en constatant qu'ils n'étaient pas les seuls à souffrir de l'art de la *Realpolitik*, exactement comme la Petite Entente en avait fait les frais dans l'entre-deux-guerres. L'invasion de la Tchécoslovaquie n'induit donc pas à Paris une remise en question de la doctrine de détente. Selon Michel Debré, cet événement ne constitue qu'un « accident de parcours » (*Ibid*), alors que le Général réaffirme publiquement le bien-fondé de ses conceptions et le caractère historiquement inéluctable du principe de rapprochement des nations européennes au détriment des blocs (De Gaulle 1970: 332–335).

Sans surprise, la diplomatie yougoslave condamne elle aussi avec la dernière fermeté l'intervention soviétique, se référant au droit international et à l'accord de Bratislava, qui reconnaît à tous les pays socialistes le droit d'emprunter des voies spécifiques et autonomes pour édifier le socialisme. Les critiques opposées à Moscou en 1948 refont surface et voient Tito réaffirmer les principes socialistes de collaboration d'égal à égal et de non ingérence entre démocraties populaires, dès les prodromes du « Printemps de Prague ».¹⁹ Rappelons que Tito apporte un soutien appuyé à Dubček, au « socialisme à visage humain » et à tous les Tchécoslovaques par son voyage officiel à Prague en août 1968, malgré tous les risques militaires encourus. L'équidistance à la française était certainement plus raisonnable mais n'avait pas le même panache. Selon les diplomates français, Belgrade s'inquiétait vraiment pour la sécurité de la Fédération. L'invasion soviétique signalait, d'après les Yougoslaves, le retour de Brejnev à une logique de guerre froide, témoignant clairement d'un raidissement autoritaire et monolithique à l'encontre du camp socialiste. Tito aurait considéré que le conflit idéologique entre « socialisme à visage humain » et « centralisme démocratique » était secondaire aux yeux de Moscou et que l'intervention du Pacte de Varsovie démontrait la volonté affichée des Soviétiques de réduire les contradictions au sein de leur bloc par un recours croissant à la force.²⁰ L'analyse des diplomates français en poste à Belgrade rejoignait d'autant celle de Tito qu'ils considéraient comme lui que le centralisme étatiste faisait un retour en force à Moscou, porté par les forces conservatrices devenues dominantes dans l'entourage de Leonid Brejnev.²¹ En dépit de toutes ses craintes, Tito reste sur la ligne de la coexistence active entre

19 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégrammes de Belgrade des 18 avril et 22 août 1968 ; fiches en vue des consultations franco-yougoslaves de février-mars 1968 ; note de la direction Europe du 8 juillet 1968.

20 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 26 août 1968 sur la déclaration de Tito au Comité central de la LCY des 23-24 août.

21 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, fiches de synthèse en vue des consultations politiques franco-yougoslaves de février-mars 1968 et télégramme du 20 septembre 1968.

États indépendants et égaux en droit, considérant que le non alignement est la seule réponse constructive à la division du monde en blocs. La reprise et la consolidation de la coopération sont les seules voies possibles pour l'Europe, selon l'exécutif yougoslave. La Yougoslavie a de toute façon un besoin impérieux de paix et de relations amicales avec ses voisins et l'étranger au sens large pour assurer son indépendance et son développement, d'après les propos du président du Conseil exécutif fédéral Mika Špiljak, rapportés par l'ambassade de France à Belgrade.²² D'après Pierre Francfort, l'ambassadeur de France en Yougoslavie, l'invasion de la Tchécoslovaquie a brisé les illusions yougoslaves quant à l'évolution possible du pouvoir soviétique vers moins de dogmatisme, une relative acceptation progressive des formes propres du socialisme et une attitude moins hégémonique au sein du mouvement ouvrier international. La conséquence immédiate, presque mécanique, de cette lecture des événements est l'accroissement du budget militaire de la Fédération, dans l'éventualité très plausible où cette fâcheuse pratique du rétablissement de l'ordre par la force devait devenir une habitude étendue à tous les pays socialistes européens proches de l'URSS. De toute évidence, le Quai reprend cette analyse à son compte.²³ Le Maréchal porte même à la connaissance de Charles de Gaulle son intention de défendre par tous les moyens, y compris militaires, le territoire national en cas d'agression soviétique. De ce fait, les dirigeants yougoslaves font savoir aux Français qu'ils souhaitent diversifier leurs fournisseurs de matériels militaires et leur acheter notamment des armes modernes, d'autant que l'Union soviétique est leur source d'approvisionnement principale. Le chef de l'État français se montre favorable à la requête yougoslave et un accord de principe est trouvé en septembre 1968 entre les deux gouvernements.²⁴ Deux missions militaires françaises se rendent en Yougoslavie en novembre-décembre 1968, une autre étant projetée pour janvier-février 1969, alors qu'une visite de Špiljak en France est programmée pour janvier 1969.²⁵ Le Quai en conclut que Belgrade est désormais très défiante envers Moscou et qu'elle souhaite renforcer ses liens avec l'Occident, en particulier avec Paris.²⁶

Si les Yougoslaves comprennent avec lucidité que leurs pires

22 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme du 4 novembre 1968.

23 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 22 août 1968 et note de la direction Europe du 9 septembre 1968.

24 Archives nationales, Série: *Présidence de la V^e République*, sous-série: *Yougoslavie*, *op. cit.*, audience de l'ambassadeur de Yougoslavie à Paris Ivo Vojvoda sur l'affaire tchécoslovaque, le 10 septembre 1968.

25 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 30 décembre 1968.

26 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 10 décembre 1968.

craintes sont confirmées par la doctrine de la « souveraineté limitée » énoncée par Brejnev le 12 novembre 1968, la France gaullienne, quant à elle, éprouve quelques difficultés à reconnaître l'échec total de sa politique de détente, alors qu'elle est obligée de concéder une dégradation sensible des relations entre Paris et Moscou, au moment où les Soviétiques s'orientent ostensiblement vers un dialogue privilégié avec Washington. Notons tout de même que les deux gouvernements renouent le dialogue avec l'Union soviétique dès l'automne 1968. Selon les diplomates français en poste à Belgrade, Tito serait très satisfait de la politique conduite par la France dans l'affaire tchécoslovaque et il se féliciterait de sa décision de maintenir le cap de la détente en Europe. Il la considérerait dorénavant comme un partenaire privilégié et souhaiterait s'associer à elle pour obtenir un inflexionnement du conservatisme brejnévien.²⁷ Le Quai d'Orsay reste persuadé que Tito surjoue l'accord parfait avec les thèses gaulliennes pour mieux rappeler au monde entier qu'il est « l'homme qui a dit non à Staline » et apparaît comme le leader incontesté du non alignement, à un moment où le renforcement du dialogue entre les deux Grands l'isole encore un peu plus, comme un avant-goût de ce qui se produira dans les années Gorbatchev. Il exagérerait la menace d'une invasion soviétique de la Yougoslavie pour revenir sous le feu des projecteurs internationaux, tout en créant du consensus autour de son régime, à un moment où la contestation intérieure gagne du terrain, les tensions ethniques se révèlent au grand jour et la crise sociale s'amplifie.²⁸ Le Maréchal chercherait à médiatiser l'idée d'une complicité harmonieuse entre Paris et Belgrade à ce point, qu'il en serait venu à imaginer faire du Général un compagnon de route du non alignement. Le 27 février 1968, il propose publiquement la réunion d'une nouvelle conférence internationale des pays non alignés et signifie son souhait d'élargir le mouvement aux États neutres (Autriche, Suisse, Suède, Finlande) et aux membres de la CEE qui ont opté pour une diplomatie attachée à l'indépendance nationale.²⁹ Aux yeux des théoriciens yougoslaves, plus qu'une doctrine le non alignement est en fait un ensemble de principes. Le discours de Tito au Caire en mars 1969 est à ce titre édifiant. Il y explique que la France, par exemple, est « par ses vues sur la paix et la sécurité, sa politique européenne et de collaboration internationale, beaucoup plus proche des principes du non alignement que de la politique de ses alliés

27 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade des 18 septembre et 14 octobre 1968.

28 MAE, *op. cit.*, vol. 2717, fiches de synthèse en vue des consultations politiques d'avril 1969.

29 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note de la direction Europe du 27 février 1968 et vol. 2717, fiche de synthèse en vue des conversations politiques entre la France et la Yougoslavie d'avril 1969.

occidentaux. (...) pour dépasser la politique des blocs et affirmer les principes d'indépendance, [elle] a concrètement fait beaucoup plus que bien des acteurs politiques dont l'action ne dépasse pas le cadre des plaidoyers théoriques », comme le remarquent, avec beaucoup d'intérêt, les diplomates français.³⁰ Ces derniers constatent que les conceptions du général de Gaulle sur la coopération européenne, sa politique anti-blocs, ses positions sur la guerre du Vietnam et le conflit israélo-palestinien sont perçus par les Yougoslaves comme identiques aux leurs, sans compter que Belgrade a accueilli avec satisfaction l'indépendance algérienne, le retrait de la France des instances militaires de l'OTAN et la politique de détente à l'Est, avec les réserves déjà évoquées. Pierre Francfort ne cesse d'insister sur l'intérêt soutenu que portent les dirigeants yougoslaves à tous les aspects de la politique française et il pense que l'insistance presque excessive avec laquelle les Yougoslaves mettent en exergue les similitudes de politique étrangère est motivée par l'espoir de voir Paris en faire autant.³¹

Cette opération de charme ne convainc toutefois pas le Général de donner suite.³² Il choisit d'éconduire Tito pour des raisons profondes qui tiennent à l'idée même qu'il se fait de la France. Selon lui, la paix mondiale est assurée par l'entente au sein du concert des grandes nations, dont la France fait légitimement et même naturellement partie. Celle-ci a des responsabilités envers la communauté internationale. De ce fait, la vision gaullienne prend acte de la nécessité de s'adapter aux rapports de force internationaux et de tenir compte de la menace militaire permanente. Dans ce système de pensée, le principe de hiérarchie internationale n'est pas remise en question. Le souci premier du Général est au contraire de permettre à la France de retrouver son rang et pour ce faire de lui procurer la puissance nécessaire à la réalisation de ses ambitions : défendre ses intérêts nationaux et restaurer une parole qui compte. De Gaulle n'est donc pas du tout opposé au concept même de zone d'influence d'une grande puissance, dès l'instant où l'existence de cette dernière contribue, selon lui, à l'équilibre mondial et s'inscrit dans le cadre de liens historiques et culturels. On mesure à l'aune de ces éléments la distance structurelle qui sépare la doctrine gaullienne de politique étrangère des principes du non alignement que sont l'égalité absolue entre tous les États et le rejet viscéral de toute ingérence extérieure, reposant d'ailleurs eux aussi sur

30 MAE, *op. cit.*, vol. 2717, fiche de synthèse en vue des conversations politiques entre la France et la Yougoslavie d'avril 1969.

31 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, télégramme de Belgrade du 15 mars 1968 et note de la direction Europe du 9 septembre 1968.

32 MAE, *op. cit.*, télégramme de Belgrade du 11 avril 1968 ; Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. 3, *op. cit.*, p. 450.

la mémoire collective nationale. Mais dans le cas des non alignés, cette mémoire traumatique est nourrie de plusieurs siècles d'oppression et de soumission à une puissance étrangère. Le lien avec l'empire colonial est donc, aux yeux des petites nations affranchies, pour le moins ambivalent. À côté des questions théoriques, ce sont les circonstances qui viennent contrecarrer les projets de Tito. Les dirigeants français doivent en effet affronter un mécontentement social grandissant qui donnera mai 68, ramenant le chef de l'État à des préoccupations plus intérieures. Les grandes ambitions internationales sont donc remises et ajournées *sine die* (Vaisse 1998: 332–345).

Il n'en demeure pas moins que la Yougoslavie apparaît désormais comme le partenaire le plus fiable et digne de confiance à l'Est, suscitant chez les Français la volonté de donner une nouvelle impulsion à la politique de coopération franco-yougoslave, qui se concrétisera lors du séjour de Špiljak en France, entre le 10 et le 17 janvier 1969.³³ On assiste en fait essentiellement à la reconduction des principes posés et des engagements pris lors de la visite de Marko Nikezić en septembre 1967.³⁴ Le Premier ministre français appelle le 14 janvier à la « poursuite de consultations régulières et fréquentes entre les deux gouvernements, afin de confronter nos vues et d'associer nos efforts pour l'atténuation des divisions européennes et mondiales ». ³⁵ Un accord sur la suppression réciproque des visas touristiques et une convention cadre de coopération économique, industrielle et technique sont également signés. La Commission de coopération franco-yougoslave, qui est un organisme privé, est remplacée par une Commission intergouvernementale, comme le gage de l'importance que Paris accorde à Belgrade, peut-être pour faire oublier le voyage du Président français en Roumanie en mai 1968. L'heure est décidément aux impulsions volontaristes et aux démonstrations d'affection, ce qui est rarement un bon signe dans les histoires d'amour. Tout cela manque cruellement de passion !

CONCLUSION

L'espoir de tout rapprochement significatif avec Moscou s'étant progressivement éteint et les démocraties populaires n'ayant pas vraiment donné suite aux appels du pied de Paris, la diplomatie française a jeté son dévolu sur Belgrade. Ce mariage de raison, alors que son cœur l'entraînait beaucoup plus vers Varsovie, Bucarest ou Prague, offre au Général le

33 MAE, *op. cit.*, vol. 2716, note du 9 septembre 1968.

34 MAE, *op. cit.*, vol. 2717, note de la direction Europe sur l'entretien de Gaulle-Špiljak.

35 *Ibid.*

cadre confortable d'une concordance de vue objective entre la France et la Yougoslavie sur de nombreux dossiers internationaux majeurs. La relation franco-yougoslave devient ainsi le grand bénéficiaire, un peu fortuitement, des déconvenues françaises à l'Est, et notamment de l'invasion de la Tchécoslovaquie, de la sensibilité très peu gaullienne de Gomulka et des aspirations mégalomaniaques très solitaires de Ceaucescu. Josip Broz Tito retrouve ainsi grâce aux yeux du héros de la Résistance française, parce que la Fédération yougoslave est le seul pays socialiste avec lequel la France peut finalement réaliser son rêve de détente-entente-coopération. On n'est pas l'élue, on le devient, aurait pu conclure la diplomatie yougoslave, qui voit Belgrade se muer en partenaire privilégié contre toute attente, même si ce nouveau regard sur ses atours n'y suffit pas car en dernière instance l'ambition ultime de Charles de Gaulle demeure la réconciliation de toutes les nations européennes, de l'Atlantique à l'Oural. L'amour a des raisons que la raison ignore...

BIBLIOGRAPHIE

- Archive nationale, série: *Présidence de la V^e République*, sous-série : *Yougoslavie*.
- Couve de Murville, Maurice. 1971. *Une politique étrangère, 1958–1969*. Paris : Plon.
- De Gaulle, Charles. 1970. *Discours et messages*, t. V (1966–1969). Paris : Plon.
- De Gaulle, Charles. 1980–1986. *Lettres, notes et carnets*, t. VII (1951–1958), t. VIII (juin 1958–décembre 1960), t. XI (juillet 1966–avril 1969), Paris : Plon.
- Debré, Michel. 1993. *Trois Républiques pour une France : Mémoires*, t. IV : *Gouverner autrement (1962–1970)*. Paris : Albin Michel.
- Lacouture, Jean. 1986. *De Gaulle*. t. III, Paris: Éditions du Seuil.
- Archives des Ministère des Affaires étrangères – La Courneuve, Paris [MAE], Série : *Direction politique Europe (1966–1970)*, sous-série: *Yougoslavie (1966–1970)*.
- Maillard, Pierre. 1995. *De Gaulle et l'Europe, entre nations et Maastricht*. Paris : Éditions Tallandier.
- Peyrefitte, Alain. 1994. *C'était de Gaulle*. t. 1, Paris : Fayard.
- Stolojan, Sanda. 1991. « L'entretien Ceaucescu-de Gaulle en mai 1968. », In *50 ans de passion française : de Gaulle et les communistes*, eds. Stéphane Courtois, Marc Lazar, 127–135. Paris: Balland.
- Vaïsse, Maurice. 1998. *La grandeur. Politique extérieure du général de Gaulle 1958–1969*. Paris: Fayard.

Sacha Markovic

ОД ПОПУШТАЊА ДО РАЗУМЕВАЊА
(1966–1969), ОБНАВЉАЊЕ ФРАНЦУСКО-
ЈУГОСЛОВЕНСКИХ ОДНОСА?

Резиме

Са надом да ће било какво значајно приближавање Москви постепено наставити да бледи и све док народне демократије не реагују на позиве који долазе из Париза, француска дипломатија је уперила свој поглед ка Београду. Овај брак из интереса, кога је срце много више водило ка Варшави, Букурешту или Прагу, нудио је Генералу удобан оквир објективне сагласности између Француске и Југославије по многим важним међународним питањима. Француско-југословенски однос тако постаје велики бенефицијер највећим делом због игре случаја, као последица француских разочарења на Истоку посебно након инвазије на Чехословачку, услед Гомулкине недовољне голистичке осетљивости и Чаушескуових изразито индивидуалних тежњи. Због свега тога, Јосип Броз Тито проналази наклоност у очима хероја француског Покрета отпора будући да је Југословенска федерација једина социјалистичка држава са којом Француска коначно може да оствари свој сан о детанту-разумевању-сарадњи. Југословенска дипломатија види да се Београд, упркос свим очекивањима, претвара у привилегованог партнера, али у последњој инстанци крајња амбиција Шарла де Гола остаје помирење свих европских народа, од Атлантика до Урала.

Кључне речи: детант, француско-југословенско разумевање, Шарл де Гол, Тито

* Овај рад је примљен 20. септембра 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.